



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Une-experience-a-tenter>

**Vers l'Economie Distributive de l'Abondance**

# **Une expérience à tenter**

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 779 - juin 1980 -

Date de mise en ligne : lundi 6 octobre 2008

Date de parution : juin 1980

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

CE qui donne à Jacques Duboin cette allure de prophète, c'est que la doctrine qu'il a fondée reste valable pour ses disciples bien qu'elle ait été laborieuse depuis plus de cinquante ans quand on relit aujourd'hui ses écrits, on est frappé de la justesse de ses vues.

Moi qui ai suivi sa pensée, je en crois du moins, je me suis toujours demandé comment une doctrine aussi claire n'a pu progresser que dans un public relativement restreint. Une réflexion souvent entendue : Oui, tout cela est juste mais comment arriver à la réalisation ? Jacques Duboin, avec son optimisme fondamental, répondait que les mesures transitoires se mettaient en place sans même que les gens s'en rendent compte et il citait toutes les formes qui mèneront finalement vers la cité abondanciste ; la sécurité sociale, les indemnités de chômage, les allocations familiales, les indemnités de toutes sortes, autant de mesures « transitoires » qui mèneraient finalement vers notre but.

Il faut bien comprendre que c'est une révolution à laquelle J. Duboin nous a conviés. Enlever de l'esprit des gens le système bien ancré des prix- salaires-profits peut seul amener la réalisation de notre idéal.

Or, cette révolution doit être pacifique car les révolutions non pacifiques font quelquefois des changements dans les sociétés, mais plus souvent, remplacent seulement les dirigeants sans que les dirigés voient leurs désirs se réaliser : il ne s'agit pas du tout de changer de Maîtres et de remplacer des oppresseurs par d'autres oppresseurs.

Donc, révolution non violente. Mais pour y arriver, il faut une révolution suffisamment rapide de façon que son aboutissement vienne le plus vite possible. Pour hâter cette révolution, il faut se servir d'arguments sérieux et d'objectifs réalisables. En pensant à tout cela, je me suis dit que la marche vers l'économie distributive pouvait sans doute être avancée par différents moyens. J'ai pensé que « l'autogestion » dont on a beaucoup parlé, surtout au moment de la diffusion de l'affaire « LIP », pouvait être un de ces moyens. J'ai surtout pensé aux coopératives de production, car ces coopératives qui n'existent qu'à l'état embryonnaire subsistent généralement et n'ont pas eu d'écueils retentissants comme les expériences d'autogestion. On peut même dire que dans certains pays, je pense à ISRAËL, ces coopératives, qu'on appelle des « kiboutz » ont eu un relatif succès. Il faudrait étudier sérieusement le mécanisme de ces kiboutz, voir leurs succès et leurs échecs et se rendre compte si l'instauration de ce genre de coopératives de production peut nous rapprocher de l'économie distributive.

Nous devons aussi prendre nos gouvernants à leurs propos quand ils nous parlent de la lutte à mener contre le chômage et de la place des jeunes dans la cité de demain.

Il ne se passe pas de semaines sans que nous entendions parler de projets de nos gouvernants pour améliorer la situation. Jusqu'à présent, toutes ces soi-disant formes ne montrent pas que la situation économique s'améliore, bien au contraire. Le pouvoir d'achat diminue et le chômage s'aggrave.

Les jeunes, surtout, pâtissent de cette situation. Or, il se trouve qu'ils sont moins persuadés que leurs anciens de la pérennité du système « prix- salaires-profits ».

J'ai pensé que le moment n'était pas éloigné où l'on pourrait tenter, avec le concours d'un certain nombre de jeunes et grâce à leur enthousiasme, la création d'une coopérative de production qui pourrait être, en petit, un modèle d'une société basée sur l'économie distributive.

On nous dit que la complexité du problème de l'emploi vient de ce que, chaque année, des centaines de milliers de jeunes ayant terminé leurs études, ont du mal à s'intégrer dans la vie économique du pays. Le gouvernement est d'accord, il le dit du moins, à lutter pour l'emploi, en général, et pour l'emploi des jeunes, en particulier, en favorisant par des avantages financiers et éventuellement des prêts des entreprises nouvelles à se créer.

On pourrait imaginer, par exemple, comme coopérative pilote, une communauté de production comprenant dix mille travailleurs, ce qui correspondrait à une population, non actifs compris, de vingt à vingt cinq mille habitants. Un plan devrait être élaboré et soumis au gouvernement avec suffisamment de retentissement pour que celui-ci ne puisse pas refuser son concours de départ.

A défaut d'arriver à convaincre le gouvernement, on pourrait trouver des concours dans ce qu'on appelle « l'opposition » ou tout au moins certains membres de l'opposition, soucieux de démontrer que les

Les formes dites hardies ne leur font pas peur.

Quant au plan lui-même, je crois qu'un certain nombre d'entre nous seraient heureux d'y apporter leur collaboration ; il suffit d'avoir des idées et du bon sens pour l'élaborer : après avoir délimité une surface d'exploitation à choisir dans une contrée en voie de dépeuplement, le plan devrait prévoir une infrastructure adéquate.

Pour cette coopérative « pilote », il faudrait prévoir une production principalement agricole avec des bêtes de qualité et des machines perfectionnées à laquelle il faudrait ajouter quelques entreprises, soit artisanales, soit de petite envergure, susceptibles, au début de l'expérience, de voir leur production absorbée en grande partie par les membres de cette communauté de travail (par exemple, industrie alimentaire, habillement ou autre). On pourrait même prévoir une entreprise qui serait conçue pour fournir une grande partie de sa production à l'extérieur de la communauté. Toutes ces entreprises doivent être créées avec les tous derniers progrès de la technique afin qu'elles soient compétitives. Nous devrions appliquer le système du plein emploi du matériel et des machines, le plein emploi des hommes passant au second rang.

Une propagande appropriée, lancée si possible avec l'aide du gouvernement, et en cas de défaillance, l'aide de l'opposition devrait avoir un certain retentissement auprès de la jeunesse pour l'inviter à adhérer à une telle communauté.

Pour éviter des débuts trop difficiles, des mesures ou prêts devraient être consentis pour assurer à chacun un « minimum vital ».

Les membres seraient avertis qu'il n'y aurait pas de « salaire » au sens habituel du terme. La répartition du revenu serait faite suivant le système du revenu social » proposé par Jacques Duboin.

Une petite agence serait créée dans cette communauté qui s'occuperait de la distribution aux membres actifs ou non actifs (leurs familles) de ce revenu social par l'intermédiaire d'un embryon de « monnaie de consommation » tel que Jacques Duboin l'a prévue. Les produits non consommés par cette communauté seraient mis en vente par cette agence sur le marché national. C'est elle également qui ferait des achats sur le marché national pour les besoins des membres.

Avant d'aller plus loin et d'établir le manque de place pour développer cette idée, nous convions le lecteur à réfléchir sur ce plan et à adhérer éventuellement à une commission qui pourrait l'élaborer.

(\*) Pierre MOCH est l'auteur du livre « La grande politique vue par un homme quelconque » dont nous avons déjà parlé ici. Ce livre est disponible auprès de l'auteur, par l'intermédiaire du journal (25 F, frais d'envoi compris).